

preuve les soi-disant communistes actuels, lesquels ne songent même pas à aborder l'étude d'un problème dont la solution est indispensable pour les révolutions futures.

Mais où le prolétariat n'a nullement été surpris par les situations, c'est bien au sujet de la Société des Nations. Ainsi que nous l'avons d'ailleurs mis en évidence dans l'article paru dans le numéro 8 de la revue « la Russie Soviétique dans le concert des brigands », l'Internationale Communiste, à son Congrès de fondation, lançait aux ouvriers du monde entier un appel pour les appeler « à la lutte contre la sainte alliance des capitalistes pour l'écrasement de la révolution ouvrière » et « pour protester contre l'entrée de leurs pays dans cette Ligue de pillage, d'exploitation et de contre-révolution ». La position qu'adopta l'Internationale envers la S. D. N., fut-elle vérifiée par les événements? La réponse est donnée par les cimetières de paysans et d'ouvriers dans tous les pays capitalistes ainsi que dans les colonies soumises aux mandats de l'organisme de Genève. N'avait-elle pas créé la Conférence du Désarmement? Les succès de cette dernière se vérifient dans la course aux armements qui déferle dans tous les pays. Ne s'était-elle pas adjoint le Bureau International du Travail? Les « bienfaits » de cette dernière institution se retrouvent dans les conditions de famine et de misère où languissent les ouvriers de tous les pays. Mais le centrisme, quand il effectue ses volte-faces, ne s'inquiète jamais de poser les problèmes avec leur véritable signification. Et ainsi, il reste dans son rôle contre-révolutionnaire. Le « pilote » Staline dira donc que la Société des Nations peut, « dans une certaine mesure, faciliter la paix ». Les « Isvestia », à l'occasion de l'entrée dans la Société des Nations, expliquent ce qu'est la « paix » et écrivent à ce sujet qu'il y a deux groupes de puissances. Les unes qui, dans une « époque historique donnée, ne veulent pas la guerre, car la guerre menacerait leurs conquêtes, et celles qui, mécontentes de l'état présent des choses, sont prêtes, pour chercher une issue, aux aventures et à la guerre ». Ce qui confirme pleinement le commentaire que nous avions fait du discours de Litvinof à la dernière session de la Conférence du Désarmement, lorsqu'il épousait la thèse française de la paix, en affirmant « impossible » le désarmement et en préconisant, « pour la défense de la paix », la doctrine française de la sécurité. Les mots abstraits de Staline prennent donc à Genève leur importance réelle et signifient que, dans la situation actuelle, la paix étant synonyme de défense du statu-quo, la Russie appuiera les pays qui ont réalisé, à leur profit, le butin de la dernière guerre. C'est là un revirement total, car, jusqu'à l'année passée, la thèse de « la défense de la paix » appuyait la cause de l'Italie et des pays vaincus et Litvinof réclamait, comme condition du désarmement général, l'abattement, par palier, des armées existantes, ce qui lui valait, inmanquablement, l'approbation de l'Italie et de l'Allemagne et l'opposition de la France.

Nous croyons cependant que la position qu'aurait dû adopter l'Etat prolétarien est au-delà des deux solutions opposées qu'il a défendues jusqu'à ce jour. La guerre n'est pas une manifestation accidentelle mais organique du régime capitaliste. Il n'existe pas de dilemme « guerre ou paix », mais le dilemme « régime capitaliste ou régime prolétarien ». Lutter contre la guerre c'est lutter pour la révolution. Lutter pour la paix, en régime capitaliste, signifie poser une revendication qui voudrait résoudre, sur le terrain moral, un problème qui est politique et qui se trouve sur le même plan que l'opposition que faisaient les luddistes aux progrès du machinisme, ou du boycottage anti-anglais de Gandhi aux Indes.

Puisque les solutions morales données aux problèmes politiques ne cessent d'avoir une signification politique, en définitive, lutte pour la paix signifie acceptation de l'une ou de l'autre des positions que défendront les impérialismes pour assurer, au travers de la sécurité, ou du désarmement immédiat, la défense de leurs intérêts aboutissant inévitablement à la guerre. La politique de l'Etat ouvrier ne peut

jamais accréditer les illusions jetées au sein des masses sur la possibilité de maintenir la paix en régime capitaliste. Ce qui ne signifie pas que l'Etat ouvrier, repoussant la tromperie de la paix, doive se prononcer pour la guerre. L'opposition « paix-guerre » n'existe pas dans la réalité et le devoir des communistes aussi bien que de l'Etat ouvrier, est de rejeter un dilemme qui ne fait qu'exprimer deux moments de l'évolution du régime capitaliste.

Si l'on nous rétorquait maintenant par l'affirmation que la Russie a besoin d'un répit de paix, pour grandir au milieu des oppositions interimpérialistes, alors il faudrait expliquer pourquoi, en exploitant ces contrastes, par l'appui d'abord aux pays vaincus, ensuite aux pays vainqueurs, enfin de nouveau aux pays vaincus (hypothèse qui ne peut nullement être exclue) l'Etat ouvrier put grandir en même temps que, à son instigation, se dissolvaient les partis communistes des différents pays et que la classe ouvrière était écrasée par le capitalisme mondial. Le couronnement de la politique contre-révolutionnaire du centrisme a été célébré à Genève où le Portugal, les Pays-Bas et la Suisse ont été les seuls à avoir encore les oreilles bouchées par les appels révolutionnaires se croisant à Moscou qui apparut au prolétariat mondial comme le pôle de la révolution. Barthou, au nom des grandes puissances, a pu sentencier : « Je pense aussi qu'il s'est produit une singulière évolution depuis le temps de Lénine ». Tout comme le traître qui a vendu sa conscience pour éviter la répression, Litvinof avait déjà fait savoir que la Russie Soviétique se soumettrait à tous les engagements provenant du pacte de « pillage, d'exploitation et de contre-révolution » comme disait l'Internationale à sa fondation et comme continuent à le dire les minuscules groupes de la fraction de gauche qui continuent la lutte pour la révolution prolétarienne.

## Le Syndicat unique et le "procédé de fusion"

Le « Comité de Coordination » des Partis Socialiste et Communiste s'est réuni le 11 septembre et a « enregistré avec satisfaction les résultats obtenus par l'application du pacte dans le pays ». Pour juger des résultats, il y a deux critères : s'en référer à la réponse donnée par les ouvriers au pacte, ou bien aux effets de ce dernier sur la situation en France. Adopter le premier critère c'est enregistrer l'enthousiasme avec lequel les prolétaires répondent à des appels qui s'intitulent de « lutte contre le fascisme et le capitalisme ». Mais tout est de voir, si encore une fois, au moyen d'une démagogie éhontée, on ne berne et on ne trahit la volonté de lutte des ouvriers. Mieux encore, si la condition pour trahir la classe ouvrière ne se trouve pas précisément réalisée par les hauts cris qui atteignent leur paroxysme lorsqu'on parle de la lutte, comme s'il s'agissait d'étouffer la volonté de combat des prolétaires.

Si l'on s'en tient aux répercussions du pacte sur la situation en France, il faut commencer par constater que les épisodes de réaction prolétarienne aux attaques capitalistes après février, loin de se multiplier et de se coordonner, s'atténuent toujours plus. Avant le pacte, les ouvriers agissaient spontanément et déterminaient des mouvements énergiques faisant reculer les projets de pénétration des différentes formations réactionnaires. Maintenant que le pacte a été signé, le contrôle des masses est repris par centristes et socialistes, par les deux forces éminemment contre-révolutionnaires qui trahissent et paralysent la classe ouvrière, et le prolétariat relâche ses dispositions à la lutte. Il est vrai que, dernièrement — apparemment comme sous l'influence du pacte — les différentes ligues réactionnaires ont suspendu leurs manifestations, mais il s'agit là d'une manœuvre tactique bien conçue : elles attendent,